

DÉCLARATION DE L'IPPM SUR LA

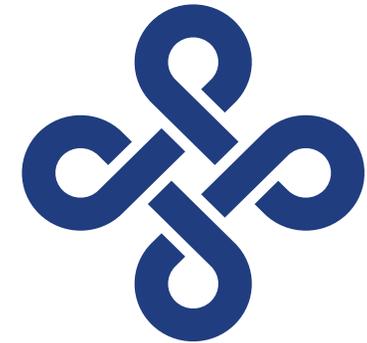
RESTRUC TURATION

ET LES

COMPRESSIONS

À SANTÉ PUBLIQUE OTTAWA

JUIN 2019



L'**Institut professionnel du personnel municipal (IPPM)** comprend plus de 400 infirmières et infirmiers de la santé publique, hygiénistes dentaires, diététistes, épidémiologistes, analystes des politiques, promoteurs de la santé et chercheurs travaillant pour Santé publique Ottawa.

Nous sommes très préoccupés par les répercussions probables des compressions annoncées par le gouvernement de l'Ontario en matière de santé publique et de la restructuration proposée des agences de santé publique dans la province.

Nous croyons que les gens d'Ottawa seront lésés.



Les services et les programmes de santé publique sont à la base des services municipaux



La raison pour laquelle nous avons des systèmes de traitement de l'eau, des égouts, des trottoirs, des codes du bâtiment, la collecte des ordures et des règles en matière de salubrité des aliments, c'est pour protéger la santé de toute la population de la ville – pour prévenir la propagation des maladies. Les conseils municipaux de santé existaient avant même que les villes ne soient reconnues, tentant de freiner la propagation des terribles épidémies des années 1800. Les services de santé publique ont changé au fil du temps pour répondre à de nouveaux défis et appliquer de nouvelles données scientifiques, mais leur nature critique demeure.

L'Institut professionnel du personnel municipal (IPPM) comprend plus de 400 infirmières et infirmiers de la santé publique, hygiénistes dentaires,

diététistes, épidémiologistes, analystes des politiques, promoteurs de la santé et chercheurs travaillant pour Santé publique Ottawa. Nous sommes très préoccupés par les répercussions probables des compressions annoncées par le gouvernement de l'Ontario en matière de santé publique et de la restructuration proposée des agences de santé publique dans la province. Nous croyons que les gens d'Ottawa seront lésés. Nous demandons à la province d'annuler l'annonce des compressions, de revoir les plans de restructuration de Santé publique Ottawa et de jeter les bases de pratiques exemplaires en santé publique au moyen d'une loi qui garantit des niveaux adéquats de financement et codifie le partage des coûts entre les gouvernements provinciaux et municipaux.

Les fonds publics consacrés à la santé constituent le meilleur investissement dans les soins de santé

La santé publique est le volet du système de santé qui vise à empêcher les gens de tomber malades ou de se blesser et d'avoir besoin de soins médicaux actifs. Santé publique identifie un éventail de menaces pour la santé de la population générale et met en œuvre des programmes pour y mettre fin. Nous le faisons grâce à l'éducation, aux politiques, aux inspections, aux vaccins, aux services dentaires, aux cliniques, à la préparation aux situations d'urgence, aux visites à domicile, au suivi des statistiques sur la santé et à la recherche. Nous faisons la promotion du bien-être. Nous travaillons à garder les gens loin des cabinets de médecins et des hôpitaux. Les dépenses en santé publique du gouvernement provincial constituent l'utilisation la plus efficace des fonds consacrés à la santé. Un examen international de pays comme le Canada montre que chaque dollar dépensé en santé publique produit un rendement de 14 \$.¹ La meilleure façon de mettre fin à l'engorgement des hôpitaux et des autres établissements de soins actifs – de mettre fin à la « médecine de couloir » – est de favoriser et de soutenir les programmes et services de santé publique.

**Chaque dollar
dépensé en
santé publique
produit un
rendement de
14 \$.**



**Personne
n'est « dans
l'ombre ».**

**Nos équipes
pivotent, se
reconfigurent
et s'adaptent
au besoin.**



Les services de santé publique sont essentiels à la collectivité

Les membres de l'IPPM à Santé publique Ottawa offrent une liste remarquable de programmes et de services à la population d'Ottawa. Le ministère de la Santé de l'Ontario rend obligatoires la prévention des maladies chroniques et le bien-être, la salubrité des aliments, des environnements sains, une croissance et un développement sains, l'immunisation, le contrôle des maladies infectieuses et transmissibles, l'eau salubre, la santé à l'école, la prévention de la toxicomanie et des blessures, les programmes de lutte contre le sida, les normes fondamentales et la gestion des urgences. De plus, Santé publique Ottawa offre le programme « Bébés en santé, enfants en santé », des cliniques dentaires, des programmes de santé mentale et d'autres programmes de lutte contre la toxicomanie.

L'IPPM s'inquiète des déclarations dans le budget du gouvernement provincial qui distinguent les fonctions de « première ligne » et « administratives » en santé publique. Des services de santé publique efficaces sont planifiés, mis en œuvre et

évalués, et les résultats sont partagés entre les réseaux de santé publique. Ils sont offerts par une équipe de professionnels et de travailleurs de soutien. Voici certaines des fonctions de la santé publique qui ne sont pas en « première ligne » : le suivi des maladies infectieuses et transmissibles afin qu'une épidémie comme le SRAS ne devienne pas impossible à gérer; le maintien des systèmes de communication qui relient Santé publique Ottawa au reste du système de soins de santé provincial; la préparation aux situations d'urgences et aux catastrophes comme les inondations et les tornades; la conception de communications et de campagnes d'éducation de la santé publique. Ce n'est pas seulement le personnel de première ligne visible qui garde Ottawa en santé et en sécurité; c'est tout le personnel de Santé publique Ottawa. En fait, nos équipes pivotent, se reconfigurent et s'adaptent pour faire face à des événements comme des éclosions de maladies infectieuses et des catastrophes au besoin – personne n'est « dans l'ombre ».

Les compressions dans la santé publique font mal aux gens

Au cours de l'exercice budgétaire de la Ville, sans consultation ni avis, le gouvernement provincial a annoncé qu'il réduisait sa part des coûts des programmes de santé publique, réduisant sa contribution de 75 % à 70 % pour certains programmes et de 100 % à 70 % pour d'autres. La province envisage de réduire davantage son engagement à 60 % d'ici 2021. Les dépenses totales pour la santé publique à Ottawa en 2019 sont estimées à 60 millions de dollars et la province verse un peu plus de 45 millions de dollars. La nouvelle réduction s'ajoute au financement de près d'un million de dollars que la province avait précédemment retiré au centre d'injection supervisée de Santé publique Ottawa. Presque à mi-parcours de l'exercice budgétaire de la Ville, les chiffres réels ne sont pas encore clairs.

Une réduction de 5 %, soit environ 3 millions de dollars, peut ne pas sembler être importante, mais il s'agit du triple de ce qu'il en coûte à Santé publique Ottawa pour offrir le programme d'eau salubre, du double du programme de santé à l'école et du double du coût du programme d'immunisation, plus que le programme dentaire et le même montant que le programme de croissance et de développement sains. Les compressions auront des répercussions négatives sur la population et la santé à Ottawa.

Une réduction de 5 %, environ 3 millions de dollars, aura des répercussions négatives sur la population et la santé à Ottawa.



Le paiement des services de santé publique au moyen de l'impôt provincial sur le revenu est une façon plus équitable de financer la santé publique.



Le délestage ne fait que déplacer les coûts, il ne le réduit pas

C'est encore une fois du délestage. Les gouvernements provinciaux qui veulent donner l'impression qu'ils économisent de l'argent déchargent les coûts sur les administrations municipales. Ces derniers doivent soit réduire leurs programmes et leur personnel, soit trouver une autre façon de payer les services dont ont besoin les résidents d'Ottawa. Les gens devront payer d'une façon ou d'une autre, par leurs taxes et leurs frais de service. Les impôts provinciaux sont fondés sur le revenu et sont plus progressifs – plus le revenu d'une personne est élevé, plus la proportion des impôts qu'elle paie est élevée. Ce n'est pas le cas pour les impôts fonciers - l'assiette fiscale de la Ville - et les frais d'utilisation. Le paiement des services de santé publique au moyen de l'impôt provincial sur le revenu est une façon plus équitable de financer la santé publique.

Un service local est mieux adapté

Au moment même où le gouvernement provincial a annoncé qu'il refilerait les coûts aux administrations municipales, il a annoncé une restructuration de la prestation des services de santé publique, retirant vraisemblablement la santé publique des activités municipales existantes afin de créer de nouvelles agences de santé publique.

Le gouvernement provincial propose de réduire le nombre de bureaux de santé publique en Ontario de 35 à 10, en fusionnant celle d'Ottawa avec celles de Prescott-Russell, Stormont, Dundas et Glengarry, Renfrew, Lanark, Leeds et Grenville, Lennox et Addington, Frontenac, Kingston et Cornwall, pour desservir 1,6 million de personnes sur un territoire de 29 000 kilomètres carrés.ⁱⁱ À ce jour, les municipalités n'ont pas d'information sur la gouvernance de la nouvelle entité, sur l'endroit où elle aurait son siège social et sur ce qu'il adviendrait du personnel des bureaux existants.

Il y a de nombreuses raisons pour lesquelles la restructuration proposée de l'entité de santé publique de l'Est de l'Ontario est inappropriée et contre-pro-

ductive. La région est trop vaste et trop diversifiée. Les services sont mieux adaptés aux résidents lorsqu'ils sont offerts à l'échelle locale. La concordance entre des enjeux et des événements locaux particuliers et les interventions en santé publique sera affaiblie si un organisme plus important doit essayer de tout faire pour tout le monde. Les petites villes et les régions rurales sont d'accord. Elles ne veulent pas être éclipsées par la grande ville et ses problèmes de grande ville. Comme l'a dit le maire de Frontenac Islands, Denis Doyle, président du conseil de la santé publique de Kingston, Frontenac et Lennox et Addington : « ...pourquoi voulez-vous réparer quelque chose qui n'est pas brisé? »ⁱⁱⁱ

Ottawa peut le mieux assurer l'intégration des services de santé locaux et régionaux grâce à ses structures existantes – par l'entremise de l'administration municipale et de ses relations avec d'autres municipalités et d'autres ordres de gouvernement. Santé publique Ottawa dispose d'un large éventail de partenariats locaux efficaces dans la Ville pour assurer la promotion du mieux-être et la prévention des mala-

**« ...pourquoi
voulez-vous
réparer quelque
chose qui n'est
pas brisé? »**



dies – écoles, centres communautaires, restaurants, associations commerciales, parcs et loisirs, hôpitaux, centres de la petite enfance, etc. Il s'agirait d'une mauvaise utilisation des ressources pour une nouvelle organisation qui tenterait de rétablir toutes ces relations dans des dizaines de collectivités plutôt qu'une seule.

La création d'un organisme de santé publique nouveau et distinct augmentera les coûts de la prestation des programmes, plutôt que de les compenser.



La structure de santé publique d'Ottawa est rentable

Ottawa peut faire, et fait, la meilleure utilisation des ressources pour la santé publique à l'heure actuelle. La Ville fournit à Santé publique des contributions en nature d'une valeur de 8 millions de dollars. Le personnel et les programmes sont hébergés dans les installations de la Ville d'Ottawa et sont appuyés par la Ville dans des domaines comme les ressources humaines, les finances et l'administration, la TI et le parc automobile – les fonctions « administratives ». La création d'un organisme de santé publique nouveau et distinct augmentera les coûts de la prestation des programmes à Ottawa, plutôt que de les compenser.

L'insécurité associée à la modification de l'emploi des membres de l'IPPM en santé publique à Ottawa créera des problèmes de fuite et de maintien en poste des employés. Les petites municipalités ont des problèmes de recrutement pour des rôles importants dans les services de santé publique. Ils peuvent trouver que les fusions sont utiles pour attirer et retenir du personnel professionnel. Santé publique Ottawa ne bénéficiera pas d'un bouleversement dans la dotation et les relations de travail.

Santé publique Ottawa devrait rester à la Ville d'Ottawa

Les bureaux de santé publique en Ontario ont plusieurs structures différentes – certains sont complètement intégrés à la municipalité, d'autres sont établis par la municipalité et d'autres sont autonomes. L'IPPM croit que tout changement apporté à ces structures devrait être guidé par la meilleure utilisation des ressources afin d'obtenir les meilleurs résultats en santé publique. Il n'y a rien à gagner pour Santé publique Ottawa en apportant un changement important à sa gouvernance et à sa structure. Il peut être logique que certains bureaux plus petits et ruraux fusionnent, et l'IPPM soutient qu'ils devraient avoir la possibilité d'aller dans cette direction avec l'appui du ministère provincial de la Santé et des Soins de longue durée, mais qu'ils ne devraient pas être obligés de le faire.

La modification de la structure et de la gouvernance de Santé publique Ottawa diminuera son orientation locale, réduira son intégration avec d'autres partenaires communautaires et affaib-

lira le contrôle des élus locaux et des politiciens responsables. Les conseils nommés par le gouvernement provincial ne sont pas responsables au niveau local. Si le Ministère adopte les nouvelles limites régionales proposées, il serait impossible d'avoir un conseil de santé fonctionnel suffisamment important pour avoir une représentation équilibrée de toutes les collectivités visées par son mandat.

Si la province va de l'avant avec la création d'un conseil régional de la santé, plutôt que de laisser le bureau de la santé publique d'Ottawa dans son état actuel, l'IPPM ferait valoir que la restructuration la plus efficace demanderait que les programmes, le personnel et les installations restent en place et mettrait l'accent sur la coordination de la planification et du partage des services pour promouvoir une prestation efficace de la santé publique.

L'IPPM appuie la recommandation de l'Association des municipalités de l'On-



tario (AMO) selon laquelle le gouvernement devrait collaborer et consulter les gouvernements sur les programmes et les structures de santé publique, ainsi que sur les autres domaines de soins de santé auxquels les municipalités participent – services ambulanciers, soins de longue durée et financement des immobilisations hospitalières.^{iv}

Les gens d'Ottawa veulent « avoir leur mot à dire »

La Loi sur la protection et la promotion de la santé (LPPS) de l'Ontario, établie par le gouvernement Harris, définit les modalités officielles de financement de la santé publique en Ontario. Les municipalités sont tenues de payer les dépenses du conseil de santé et du médecin-hygiéniste. Les municipalités sont officiellement responsables du coût des services de santé publique, mais l'entente prévoit une contribution provinciale de 75 % et une contribution municipale de 25 % pour la plupart des programmes dans le cadre des politiques et des ententes de responsabilité. Étant donné que les municipalités se sont attaquées à un plus large éventail de problèmes de santé que ne l'exige la LPPS, comme la santé mentale et le bien-être, la part municipale a déjà atteint 37 % dans toute la province.^v

Les villes ne perçoivent que neuf (9) cents, sous forme d'impôts fonciers, pour chaque dollar de taxes que les

résidents paient. Comme le dit l'AMO : « Déjà étirée, l'assiette de l'impôt foncier couvre à peine les responsabilités de base dans le contexte fiscal actuel, sans parler de la responsabilité provinciale en matière de services de santé. Les gouvernements municipaux font de leur mieux pour répondre aux besoins des résidents en n'utilisant que neuf cents de chaque dollar d'impôt des ménages. Il n'est pas possible de financer davantage les coûts de la santé. »^{vi}

Toute réduction de la contribution provinciale aux coûts de la santé publique exercera des pressions budgétaires supplémentaires sur tous les autres services municipaux et entraînera des réductions de services et des augmentations de coûts à tous les niveaux. Les compressions dans d'autres services municipaux comme les ambulances terrestres et la répartition ne feront qu'exacerber la pression sur tous les services et programmes municipaux.

« Il n'est pas possible de financer davantage les coûts de la santé. »



Le gouvernement provincial actuel propose qu'Ottawa augmente sa part des coûts tout en réduisant son contrôle sur les programmes et les services par la restructuration. L'IPPM appuie l'opposition de la Ville à ces changements.

**Les réductions
ne sont pas
la solution.**



Prendre conseil auprès des professionnels de la santé publique

L'une des recommandations que l'honorable juge Archie Campbell a formulées dans son rapport final sur les leçons tirées de l'épidémie de SRAS est que les responsables de la prise de décisions devraient parler aux gens qui font le travail et les écouter – que beaucoup de catastrophes peuvent être évitées de cette façon. L'IPPM est d'avis que le gouvernement provincial devrait profiter des connaissances et de l'expérience des professionnels qui travaillent à Santé publique Ottawa pour discuter de la meilleure voie à suivre pour améliorer la santé publique et la prestation efficace des programmes.

Notes

ⁱ *Return on investment of public health interventions: a systematic review.* Rebecca Masters, Elspeth Anwar, Brendan Collins, Richard Cookson, Simon Capewell <https://jech.bmj.com/content/jech/71/8/827.full.pdf>

ⁱⁱ <https://www.ledroit.com/actualites/sante/sante-publique-a-ottawa-plus-de-gens-et-beaucoup-moins-dargent-4256bfa4f7e69c34035c7a088da2bc68>

ⁱⁱⁱ <https://ottawacitizen.com/news/local-news/new-ottawa-area-health-unit-includes-large-swath-of-eastern-ontario>

^{iv} <https://www.amo.on.ca/AMO-PDFs/Reports/2019/AMO-Partners-for-a-Healthy-Ontario-2019-01-18.aspx>

^v Ibidem.

^{vi} Ibidem. p.8.